

# **Conflit russo-ukrainien : la France face au défi de son économie stratégique**

Par le Chef d'escadrons Jérémie CECCHINI, officier stagiaire EMSST,  
cycle 2025/2026.

En juin 2022, le président de la République exhumaient des limbes de l'histoire le concept "d'économie de guerre". L'agression russe de l'Ukraine précipitait les démocraties occidentales dans un nouveau paradigme géopolitique jusque-là écarté depuis la chute de l'URSS.

Après plus de 30 ans à capitaliser sur les "dividendes de la paix", les réalités industrielles se rappelaient cruellement au pays. Si une réponse budgétaire via la loi de programmation militaire (LPM) pour l'horizon 2024-2030 a inscrit cette question au centre des préoccupations de la France (augmentation budgétaire de plus de 40%, soit 413 milliards d'euros), force est de constater depuis que la réindustrialisation souhaitée par les plus hautes instances de l'État rencontre certaines difficultés.

Cette transformation de l'économie n'est en effet pas seulement une question d'usines et de budgets mais aussi une problématique de ressources humaines se construisant avec des hommes et des femmes capables de la faire vivre dans la durée.

- **Une difficile mobilisation des ressources humaines**

La France n'a pas connu, depuis la seconde guerre mondiale, de conflit total au sens clausewitzien du terme mobilisant l'ensemble de ses ressources. Cet aspect est pourtant essentiel si le pays veut être en mesure de soutenir l'Ukraine tout en se préparant à potentiellement endurer le rythme imposé par un conflit de haute intensité.

Si le ministre des armées en a particulièrement conscience et a impulsé une relocalisation de l'industrie de la défense au sein des frontières naturelles du pays, gage d'autonomie stratégique, les défis en termes de ressources humaines sont nombreux.

Les tensions au niveau du recrutement sont palpables. Résultantes d'un défaut d'orientation antérieur et de la volatilité des choix de ressources humaines (RH) des gouvernements successifs, la base industrielle et technologique de défense (BITD) manque actuellement de soudeurs, d'usineurs, de techniciens et d'ingénieurs de l'armement alors

même que le besoin est estimé à 70.000 personnes selon le GICAT (groupement des industries de défense et de sécurité terrestres et aéroterrestres) pour l'année 2025.

En d'autres termes, la cause de l'insuffisance de munitions, chars et avions est pour l'heure imputable au manque de main d'œuvre plus qu'à à celui de matières premières !

Même si des efforts ont été consenti (inauguration de l'usine Eurengo en 2022 par le président de la République) la BITD agit dans un secteur ultra concurrentiel dans lequel les géants de la tech proposent des ponts d'or à une ressource rare et âprement disputée. Le besoin de recruter, former et fidéliser doit ainsi devenir une préoccupation première de la part des 4.000 entreprises constituant le secteur de la défense afin d'augmenter leurs volumes de production. Nombre parmi elles démarchent directement les jeunes diplômés à la sortie d'école afin de pallier des carences en effectifs.

La gestion de l'économie de guerre s'annonce ainsi plus difficile qu'envisagé faute d'une réorientation anticipée et assumée des priorités économiques et RH ces trois dernières décennies.

- **Une économie à planifier et à remodeler en profondeur**

À cette problématique vient s'ajouter le besoin pour l'État d'inciter financièrement les entreprises à satisfaire aux besoins des armées dans un contexte social et économique incertain.

À défaut d'y parvenir totalement, la seule alternative possible passe par l'utilisation de moyens coercitifs permettant une planification de la production sous l'égide de l'État. Cette possibilité, historiquement, appliquée lors de la première guerre mondiale et aux prémices de la seconde, a comme principe intangible l'apport d'une ressource humaine nombreuse, compétente et qualifiée afin de rendre le process efficient et efficace.

Dans le contexte d'une économie de guerre, le marché ne peut en effet plus être seul décideur des volumes de production ; les armées ayant, dans le flux des opérations, des besoins planifiés qui ne peuvent être différés et qui doivent être livrés en temps et en heure.

Ce nécessaire besoin de planification aboutit à un phénomène de mise en concurrence avec le secteur civil pour l'accaparement des ressources,

tant matérielles qu'humaines, nécessaires aux besoins militaires. Lors de la grande guerre, l'ensemble de l'économie s'est tournée vers cet effort. En termes RH, cela se traduit par la réorientation des flux de main d'œuvre (notamment des femmes) vers les usines afin de satisfaire aux besoins du front.

La France, dans ce domaine, semble encore loin de répondre aux impératifs de production désormais mis sous les feux de la rampe par le conflit russo-ukrainien.

Même si la production d'obus a été multipliée par 5 ces deux dernières années, passant de 3.000 annuels à 15.000 entre 2022 et 2024, elle est encore loin de la consommation journalière ukrainienne estimée à 6.000 par jour et à celle de l'armée russe atteignant les 18.000 coups quotidiens.

La France est ainsi loin de l'objectif visé par l'Union Européenne qui projette de livrer plus d'un million d'obus par an à l'Ukraine. Il est permis de se demander si l'opinion publique serait en mesure d'accepter une telle réorientation des ressources pour soutenir une guerre perçue comme lointaine.

- **Vers une mutualisation des ressources européennes ?**

Un outil de défense, même s'il se construit sur des années pour paraphraser l'amiral GUILLAUD, « ne peut se concevoir simplement comme un potentiel en devenir : il est ou il n'est pas à instant donné. Dès lors, le pouvoir politique, le chef des armées, le gouvernement peuvent, ou non, l'engager ».

Si la France n'a pas de manière autonome les moyens de soutenir l'Ukraine dans son effort de guerre et de s'engager militairement plus en avant à ses côtés, il est intéressant de se tourner vers L'UE. Tout comme la France qui a vidé ses stocks au profit de l'armée ukrainienne dans les premiers mois de la guerre, le renouvellement des matériels des pays européens s'est fait, à près de 80% des dépenses, pour des acquisitions auprès de fournisseurs situés hors de l'Union européenne ».

Ce constat démontre, s'il était nécessaire, nos difficultés à assurer notre autonomie stratégique et à entrer pleinement dans une économie de guerre.

Cette observation est néanmoins à pondérer. Une volonté forte semble éclore sur ce sujet avec une ambition déclarée d'atteindre la fabrication de 40% des équipements sur le sol européen d'ici à 2030.

Cette ambition, récente, a été précipitée par les déclarations du président Donald Trump menaçant de se retirer de l'OTAN.

Le dilemme est ainsi le même dans l'UE qu'en France avec une industrie de l'armement souffrant avant tout de carences en main d'œuvre plutôt qu'en matières premières.

De nombreux partenariats stratégiques, transnationaux, émergent néanmoins. C'est par exemple le cas entre l'Italie et l'Allemagne qui ont mis le 22 avril 2023 au centre de l'échiquier la question de la coopération en matière d'industrie de la défense. Ou encore entre la France et la Belgique avec le projet CaMo (capacité motorisée).

Si des accords bilatéraux, voire trilatéraux ont ainsi tendance à naître, on ne peut malheureusement les globaliser au niveau de l'union européenne. Les pays avançant sur ce sujet en ordre dispersé induisant un émiettement des compétences et des savoir-faire dans des projets concurrentiels.

Le manque d'unité en termes d'exploitation du potentiel cognitif humain par la multiplication de projets peut ainsi être préjudiciable aux tentatives d'uniformisation et d'intégration des forces armées de l'union européenne.

- **Pour conclure**

L'économie de guerre, souvent comprise comme un simple agglomérat d'usines et de moyens de production, se joue également dans le secteur des ressources humaines, dans la capacité de la France mais aussi de l'Europe à former et retenir cette ressource stratégique nécessaire à leur autonomie.

La politique des RH est centrale. Permettant de rediriger et de qualifier la main-d'œuvre nécessaire à l'économie de guerre, elle joue un rôle primordial dans ce domaine et elle doit être pensée en amont afin de s'inscrire dans une réalité économique et politique durable.

L'économie de guerre ne se décrète pas, elle se construit ! La véritable bataille se joue dès à présent, dans les écoles d'ingénieurs aussi bien que dans les ateliers de formation.